

# Variables partiellement indépendantes et logique interne dans l'analyse économique marxiste classique\*

Ernest Mandel, 1985

## Le cadre théorique

Les principales propositions de la théorie économique marxiste, appliquées au mode de production capitaliste, peuvent être récapitulées de la façon suivante :

1. La production capitaliste est une production marchande généralisée. La production marchande est impossible sans la circulation concomitante des marchandises et de l'argent (une marchandise particulière servant d'équivalent général pour toutes les autres marchandises). Par conséquent les marchandises ont toujours un prix et on ne peut les acquérir que par l'intermédiaire de leur échange contre de l'argent. Il se peut que ces prix fluctuent à court terme sous la pression des lois du marché (la loi de l'offre et de la demande). Mais ces fluctuations gravitent autour d'un axe déterminé en dernière analyse par la valeur de ces marchandises, c'est-à-dire par les coûts de production mesurables en travail humain abstrait (les heures de travail). La production détermine à long terme la circulation et la consommation, et non l'inverse.



2. Dans le capitalisme, la production est organisée par les propriétaires privés des moyens de production (les firmes capitalistes) qui achètent, au moyen de leur capital-argent, des moyens de production (bâtiments, matériel d'équipement, matière première, énergie, et ainsi de suite) et la force de travail, afin de produire des biens et des services qui seront vendus comme marchandises sur le marché. Leur initiative est décisive pour déterminer le niveau et la dynamique de l'activité productive, et donc l'état tout entier de l'économie. La propriété privée implique la concurrence, c'est-à-dire des décisions prises par des firmes indépendamment les unes des autres. Sous le fouet de la concurrence, ces firmes indépendantes sont contraintes de fonctionner dans le but de réaliser des profits pour elles-mêmes (maximiser les profits), car sans profit suffisant elles ne peuvent se développer (accumuler le capital), et sans développement suffisant elles perdent du terrain dans la lutte compétitive et finissent par disparaître un jour ou l'autre.

3. La seule source fondamentale du profit (et aussi de l'accumulation du capital) est la plus-value, c'est-à-dire la quantité de valeur produite par le travail humain vivant, une fois déduits ses propres coûts d'entretien et de reproduction. La tendance du capital à maximiser les profits et l'accumulation du capital est donc une tendance à extorquer la quantité maximum de plus-value de la force de travail salariée, soit sous la forme de réductions de salaires, d'une augmentation des heures de travail ou d'une intensification du travail, soit par un accroissement de la productivité du travail non compensé par une hausse équivalente des salaires réels (c'est-à-dire la dépréciation et la diversification des marchandises-salaires).

---

\* « [Partially independent variables and internal logic in classical Marxist economic analysis](#) », *Social Science Information*, 24, 3, 1985 ; reproduit dans Ulf Himmelstrand (ed.), *Interfaces in Economic & Social Analysis*, Routledge, 1992. Ce texte a été publié en annexe de la réédition française du *Troisième Âge du capitalisme* (Les Editions de la Passion, Paris, 1997).

4. Dans le capitalisme, les marchandises ne sont pas simplement des produits du travail ; ce sont des produits du travail acquis et dominé par le capital. Elles ne s'échangent donc pas proportionnellement à la quantité de travail directement dépensée dans leur production ; elles ne conduisent pas à des profits proportionnels à l'apport direct dans leur production. Elles s'échangent proportionnellement à la quantité totale de capital dépensée pour leur production. Étant donné les différences de structure du capital dans les diverses branches de la production, cela peut conduire, pour une marchandise donnée, à des profits considérablement différents de la plus-value directement créée à travers leur production. Mais pour la totalité de l'économie, la somme totale des prix de production - les coûts de production plus le taux de profit moyen - égalera, au bout d'un certain temps, la somme totale de la valeur produite au cours du procès de production.

5. En tant que résultat de la concurrence capitaliste, on voit apparaître de plus en plus de grandes entreprises dans l'industrie, le transport, la banque et le crédit, le commerce extérieur, le commerce de gros, et ainsi de suite. Le nombre de concurrents déterminants décroît dans chaque branche particulière, après un laps de temps initial de développement expérimental et désordonné. À partir d'un certain seuil, cette concentration et cette centralisation du capital conduisent à une restriction de la concurrence sur les prix et à l'apparition de techniques variées de contrôle du marché (oligopoles, monopoles). Mais du fait de l'existence de la propriété privée, un contrôle absolu des marchés par les monopoles est impossible à long terme. La loi de la valeur continue à s'affirmer, ne serait-ce qu'à long terme. Les monopoles n'éliminent pas la tendance à la péréquation du taux de profit. Ils peuvent seulement assurer, pour certaines périodes, l'émergence de « deux taux moyens », un plus faible dans les secteurs non monopolistiques de l'économie, un plus élevé dans les secteurs monopolistiques (incorporant un « taux moyen de surprofits », à savoir les rentes). À très long terme, ces deux taux tendront également à s'égaliser.

6. La concurrence et l'accumulation du capital revêtent essentiellement la forme de changements technologiques permanents, dont l'objectif est de réduire les coûts de production. Le progrès technologique et les révolutions technologiques dans le capitalisme visent fondamentalement à épargner du travail, bien qu'ils déprécient le matériel d'équipement et la matière première aussi bien que les marchandises-salaires. Le progrès technologique visant à épargner du travail implique la substitution du travail mort au travail vivant, c'est-à-dire non seulement la mécanisation, mais aussi en tant que *trend* séculaire, la semi-automatisation et l'automatisation. Des taux élevés d'accumulation du capital (la croissance capitaliste) peuvent momentanément neutraliser ou renverser cette tendance à réduire le taux de croissance du travail vivant dépensé dans le processus productif. Mais à long terme, cette tendance s'affirmera et conduira même à la stagnation voire à une baisse absolue du travail vivant dépensé dans la production.

7. Par exemple, la division de la valeur nouvellement produite pendant un an - c'est-à-dire, le produit net ou le revenu national dans un pays donné - entre le capital et le travail (la plus-value et les traitements et salaires des travailleurs productifs) n'est pas déterminée exclusivement par les forces du marché. La valeur de la marchandise-force de travail est particulière, car les coûts de reproduction de la force de travail ne sont pas purement physiologiques mais incluent un élément historico-moral, qui est la satisfaction des besoins socialement reconnus indispensables pour des travailleurs embauchés à un moment donné. Cette incorporation ou exclusion d'un ensemble donné de marchandises et de services dans ou à partir du salaire minimum (moyen) socialement reconnu résulte des hauts et des bas de la lutte des classes. Ceux-ci sont à leur tour influencés par les fluctuations de l'emploi et du chômage (les fluctuations de « l'armée de réserve du travail »). En conséquence

l'accumulation du capital visant à épargner du travail assume également la fonction essentielle pour le capitalisme de garantir que l'augmentation de salaires induite dans les périodes de rareté relative de la force de travail ne dépassera pas un seuil au-delà duquel celle-ci menacerait sérieusement de manger les profits.'

8. La hausse de la « composition organique du capital » conduit à la chute tendancielle du taux moyen de profit. Celle-ci peut être partiellement compensée par diverses contre-tendances, la plus importante d'entre elles est la tendance à l'accroissement du taux de plus-value (le taux d'exploitation de la classe ouvrière), indépendamment du niveau des salaires réels (qui peuvent augmenter dans les mêmes circonstances, étant donné un taux suffisant d'accroissement de la productivité du travail). Cependant, à long terme, le taux de plus-value ne peut augmenter proportionnellement au taux d'accroissement de la composition organique du capital, et la plupart des « contre-tendances » tendent au moins périodiquement (et aussi à très long terme) à être supplantées à leur tour.

9. La nature même de la propriété privée, la prise de décision par des fûmes privées, et la propension à investir dépendent du profit (à la fois *ex ante* et *ex post*) et donnent à la vie économique dans le capitalisme la forme d'un développement spasmodique, c'est-à-dire, font fluctuer les niveaux de production, d'emploi, de revenu et de consommation, en passant à travers les étapes successives du cycle économique et en rendant inévitables des crises périodiques. Les résultats globaux objectifs des décisions prises par des firmes indépendantes peuvent être complètement différents de leurs buts intentionnels. Des mesures prises par toutes les firmes pour la maximisation du profit individuel peuvent conduire à une baisse générale des profits dans l'économie. La tendance de la production (capacité productive) à croître plus vite que la demande effective (consommation) déterminée par les lois bourgeoises (normes) de la répartition des revenus est, avec la baisse du taux de profit moyen, la cause essentielle des crises capitalistes. Celles-ci sont simultanément des crises de surproduction du capital (suraccumulation) et des crises de sous-consommation (surproduction de marchandises). Le cycle économique (d'une durée moyenne de sept ans durant les 160 dernières années) est le cadre temporel normal dans lequel la valeur des marchandises s'établit comme l'axe essentiel pour les prix de marché, dans lequel le taux de profit moyen est égalisé et dans lequel les firmes les moins efficaces (au sens capitaliste de moins rentables) sont éliminées.

10. Alors qu'il n'y a pas de tendance linéaire nécessaire à l'aggravation des crises au cours de chaque cycle économique, la combinaison du *trend* séculaire à la chute tendancielle du taux moyen de profit, du *trend* séculaire de la masse (nombre d'heures) de travail vivant dans la production à stagner et ensuite à baisser, du *trend* séculaire de l'expansion géographique du système (et de là du marché mondial) à cesser et du *trend* séculaire de la lutte des classes à s'intensifier avec des objectifs de plus en plus radicaux (en minant la logique interne du système), conduit à la possibilité grandissante que le système dégénère en des bouleversements de plus en plus violents (guerres, révolutions, contre-révolutions) et qu'il se décompose finalement soit sous la forme d'un grand déclin ou d'un écroulement général de la civilisation humaine, soit sous une forme plus élevée d'organisation sociale ; le socialisme. Nous pouvons appeler ces dix propositions :

1. La loi de la valeur ;
2. La loi de l'accumulation du capital ;
3. La loi de la plus-value ;
4. La loi de la péréquation du taux de profit ;
5. La loi de la concentration et de la centralisation du capital ;
6. La loi de la hausse tendancielle de la composition organique du capital ;

7. La loi de la détermination des salaires par la lutte des classes ;
8. La loi de la chute tendancielle du taux moyen de profit ;
9. La loi de la nature cyclique de la production capitaliste et de l'inéluctabilité des crises de surproduction ;
10. La loi de l'effondrement inévitable du système (*Zusammenbruchstheorie*).

La plupart de ces lois seraient acceptées par tous ceux qui se disent marxistes, à l'exception peut-être de la proposition (10). Ma propre contribution à la théorie économique marxiste comporte un cadre temporel supplémentaire à la proposition (9) : les « ondes longues du développement capitaliste », dans lesquelles, entre autres choses, se réalisent les révolutions technologiques fondamentales, et où s'affirme la péréquation du taux de profit entre les secteurs non-monopolistiques et monopolistiques.

Les dix propositions mentionnées ci-dessus possèdent une cohérence logique et sont essentiellement endogènes d'un point de vue économique. Étant donné le cadre initial général et « l'impulsion » (la propriété privée des moyens de production, plus l'accumulation primitive du capital-argent, plus la création d'une classe de salariés, plus l'expansion de la production marchande, en fait, l'économie de marché), elles découlent automatiquement de la structure du système lui-même, indépendamment de l'intervention d'autres forces ou de l'influence de facteurs extérieurs. Elles peuvent déterminer la vitesse, la direction, le degré d'homogénéité/hétérogénéité du développement. Elles ne peuvent pas modifier la nature du système ou renverser ses tendances historiques générales. Même quand il subsiste encore des propriétaires fonciers semi-féodaux à grande échelle, ou quand il reste encore un nombre important de petits producteurs, le nombre d'usines capitalistes ne diminuera pas au cours du temps mais augmentera, l'accumulation du capital ne disparaîtra pas mais croîtra, le nombre de travailleurs salariés ne tendra pas vers zéro, l'économie monétaire ne sera pas étranglée, la croissance ne sera pas régulière et répartie également dans le temps, il n'y aura pas une explosion d'augmentation de salaires, et ainsi de suite.

Mais si l'on regarde plus attentivement les dix propositions, on remarquera qu'un grand nombre d'entre elles impliquent un certain nombre de conclusions (résultats) partiellement indéterminées. En plus de la logique interne du système, des facteurs exogènes sont à l'oeuvre, qui co-déterminent partiellement le développement du système, au moins à court et à moyen termes (on peut ajouter également ; à long terme à condition de ne pas identifier le « long terme » avec « séculaire », mais de le situer entre la durée d'un simple cycle économique et le *trend* séculaire). Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que le processus historique concret du développement capitaliste est toujours le résultat d'une interaction entre le système et l'environnement dans lequel il se développe ; cet environnement n'est jamais à cent pour cent capitaliste. En d'autres termes, les lois d'évolution du capitalisme (sa logique interne) seraient les déterminants *exclusifs* de l'histoire dans le mode de production capitaliste actuel si ce mode de production était « pur » à l'échelle mondiale. Mais cela n'a jamais été le cas jusqu'à maintenant, et il ne semble pas que cela le devienne un jour, ne serait-ce simplement que parce que bien avant que le capitalisme ait entièrement « capitalisé », c'est-à-dire, industrialisé, le monde entier, il a lui-même commencé à décliner et à se désintégrer lentement à partir de 1914-17. De là, ce qui se passe réellement dans l'histoire économique depuis le début du capitalisme est le produit de la combinaison contradictoire de rapports de production et de circulation capitalistes, semi-capitalistes, et non-capitalistes (d'abord précapitalistes, et plus tard également postcapitalistes) en interaction réciproque.

Cela signifie-t-il que les lois de développement du mode de production capitaliste, dévoilées par Marx, soient « fausses » ou « inopérantes » ? Bien sûr que non. En premier lieu, elles s'affirment à long terme - elles peuvent être vérifiées empiriquement ; après tout, il y eut vingt

et une crises de surproduction depuis 1825, et elles peuvent *toutes* être expliquées dans la terminologie de la théorie marxiste des crises. En second lieu, dire qu'elles ne s'affirment pas d'une façon « pure », qu'elles sont combinées avec des facteurs exogènes réagissant sur elles, ne revient pas à affirmer qu'elles sont inopérantes.

La théorie de la rente est à cet égard un exemple illustrant. Les prix des céréales, les prix du pétrole peuvent dévier pendant un certain temps et - même dévier fortement ~ de la valeur du « prix de production » de ces marchandises, sous l'influence de plusieurs facteurs « institutionnels » extra-économiques (c'est-à-dire des forces politiques et sociales). Mais comme les fermiers et les gouvernements américains des pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) le découvrent en ce moment à leurs dépens, ils ne peuvent jamais violer la loi de la valeur, même sur une longue durée. La loi de la valeur finit par s'imposer et ce, malgré les politiques gouvernementales des États-Unis, les partis politiques américains, les calculs électoraux, l'avidité des cheiks du pétrole, la mobilisation de masse anti-impérialiste, les rapports de force militaires, et ainsi de suite.

D'un autre côté, l'impact des forces exogènes sur le développement de l'économie capitaliste durant les 200 dernières années a été tout à fait réel. La structure actuelle de l'économie mondiale, la répartition géographique de l'agriculture et de l'industrie, la taille et la composition du marché mondial, seraient impossible à comprendre si l'on ne prenait pas en compte l'influence de ces facteurs extra-économiques. On ne peut expliquer l'émergence de l'URSS - pour donner simplement cet exemple - et son impact ultérieur sur la politique et l'économie du XX<sup>e</sup> siècle uniquement comme un résultat des dix propositions expliquées ci-dessus, c'est-à-dire par la logique interne du capitalisme, que ce soit en Russie ou à l'échelle mondiale.

Mais avant que nous examinions de façon plus détaillée ces facteurs exogènes, leur relation et leur réaction envers les lois complexes du développement du système (la logique interne), il conviendrait de souligner deux difficultés méthodologiques qui surgissent précisément de la nature spécifique de la méthode d'analyse marxiste dans les sciences sociales.

Le marxisme considère la société comme une totalité organique structurée, mue par le poids de ses contradictions internes. Cette approche dialectique ne peut être réduite à l'opération de mécanismes de « *feed-back* » ou de procédés similaires. Une totalité organique se reproduit elle-même, c'est-à-dire possède des paramètres précis qui limitent ses possibilités de changement. L'une des différences essentielles entre les marxistes et les non-marxistes pour analyser l'histoire (incluant l'histoire économique) se rapporte précisément à cette nature-là d'un système social.

Ce n'est pas que les marxistes sous-estiment la capacité du capitalisme à changer, à s'adapter, et ainsi de suite (même si, bien sûr, certaines analyses marxistes furent coupables de telles sous-estimations). De fait, ils comprennent les limites de tels changements, et les contraintes provenant de la nature même du système. Les États et les gouvernements capitalistes peuvent faire beaucoup de choses, ainsi que les entrepreneurs et les firmes capitalistes. Mais ils ne peuvent pas abolir le capital- argent et le profit en tant que point de départ et point final des opérations du système, et ils ne peuvent ni abolir le fonctionnement des forces du marché, ni éliminer la loi de la valeur. Ni Hitler ni le Pentagone ne purent réaliser de tels « changements » qualificatifs dans le *modus operandi* du capitalisme. La seule façon pour y parvenir serait de supprimer le capitalisme lui-même, d'éliminer le système. Vous pouvez, délibérément ou par inadvertance, augmenter ou saper les profits à l'intérieur du système; Mais vous ne pouvez pas supprimer les profits. Ainsi, n'importe quelle interaction entre les forces endogènes et exogènes est toujours limitée par ces paramètres et ces contraintes, et elle

atteint sa limite lorsqu'elle menace d'éliminer les mécanismes de base du système (le rôle de la lutte des classes à l'origine des « salaires sociaux » ou des différentes politiques de protection sociale des salariés est un bon exemple du genre). Cette interaction est à son tour « surdéterminée » par la nature même du système. Cela signifie que l'influence des facteurs exogènes sur l'économie capitaliste ne peut dépasser un certain point. En d'autres termes, à partir d'un certain degré d'impact sur l'économie, la politique, la lutte des classes, les traditions culturelles, les particularités nationales, et ainsi de suite, deviennent toutes elles-mêmes « économiques », et cessent d'être tout à fait « exogènes ».

En outre, ces forces exogènes ne sont jamais *totalem*ent indépendantes. Pour être complètement autonomes à partir d'une structure économique donnée, elles devraient être complètement extérieures à une structure sociale donnée ; et si elles étaient complètement extérieures à cette structure, elles seraient évidemment aussi extérieures à n'importe quelle action sur cette structure. Le système capitaliste et l'environnement dans lequel il fonctionne peuvent à leur tour être considérés comme une unité « supérieure » (moins pure, moins homogène que le « capitalisme pur », mais néanmoins une unité), dans laquelle les deux aspects - le système et l'environnement - ne peuvent être mécaniquement séparés l'un de l'autre. Nous préférons pour cette raison la formule : « variables partiellement autonomes » à « variables indépendantes ». Non seulement elle correspond mieux à l'analyse scientifique de ce qui s'est réellement passé historiquement durant les 200 dernières années, mais elle nous permet également d'éviter les pièges de l'éclectisme vulgaire.

Rien n'est plus éloigné du marxisme, c'est-à-dire de la méthode scientifique appliquée à l'étude des phénomènes sociaux, qu'une juxtaposition grossière de « facteurs » avec des formules telles que ; « d'une part [...] mais d'autre part », donnant à chacun de ces « facteurs » un poids plus ou moins égal pour expliquer la réalité. « D'une part » le capitalisme est déchiré par les crises ; « d'autre part », il produit des mécanismes d'auto-préservation, pour éviter les crises. « D'une part », l'accumulation du capital conduit au chômage ; « d'autre part », la croissance économique, tirée par l'accumulation du capital, conduit au plein emploi. Et ainsi de suite, *ad nauseam*. Ce type « d'analyse » ne permet aucune compréhension de ce qui se passe, et n'autorise aucune prévision.

La réalité est toujours concrète. Malgré tous ses mécanismes d'auto-préservation, le capitalisme *conduit* nécessairement aux crises. Malgré tous les mécanismes de croissance économique, les expansions de longue période finissent également par engendrer un chômage de masse. Malgré son empressement à maintenir le consensus socio-politique par les politiques de plein emploi, le capitalisme finit par produire des situations qui imposent un chômage structurel de longue durée (avec le risque très réel d'une dégradation du consensus socio-politique entre le capital et le travail autour d'un certain nombre de positions politiques fondamentales). L'éclectisme analytique ne peut être évité que si l'on considère que l'impact des variables extra-économiques sur le processus économique est à son tour partiellement déterminé par la logique du système économique lui-même. Et cela implique que ces variables ne sont que des variables partiellement indépendantes, qu'elles sont interconnectées avec la logique interne du système, par un cordon ombilical pour ainsi dire, même si elles ne sont pas ses produits directs (auquel cas elles ne seraient pas du tout autonomes).

### ***Spécificités historiques***

L'impact du passé sur le présent, plus précisément des rapports pré- et semi-capitalistes passés sur la forme concrète du capitalisme dans chaque formation socio-économique spécifique (pour chaque pays spécifique à une époque spécifique), est la plus évidente des influences extra-économiques sur l'économie capitaliste. Cela inclut une grande variété de variables,

parmi lesquelles nous n'énumérerons que les plus importantes :

1. Le poids relatif des petits producteurs de marchandises dans la société, et le degré auquel l'autoconsommation limite l'étendue du marché interne. Cela a conduit à des dynamiques assez différentes du capitalisme, par exemple en Chine et au Japon, entre 1870 et 1920.

2. Le degré avec lequel la classe capitaliste autochtone peut utiliser l'État comme un instrument « d'accumulation primitive du capital », c'est-à-dire la nature de la genèse historique spécifique de l'appareil d'État, sa relation avec les classes dirigeantes précapitalistes (et leur nature spécifique), avec les puissances étrangères, et ainsi de suite. Cela conduit, par exemple, à des dynamiques tout à fait différentes du capitalisme en Italie et en France entre 1780 et 1830, ou encore en Inde et au Japon entre 1850 et 1900.

3. Les racines historiques précises et les spécificités de chaque bourgeoisie « nationale », ses relations envers les autres classes sociales, et sa « spécialisation » particulière à chaque époque historique. Les relations particulières de la bourgeoisie commerciale et bancaire anglaise avec la classe des propriétaires fonciers du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècles (qui n'étaient en aucune façon « endogènes » au capitalisme) exercèrent une influence précise sur le niveau des prix alimentaires et de là sur le niveau des salaires en Angleterre. De même, la « surspécialisation » de la bourgeoisie hollandaise dans le commerce des transports et dans la banque du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles la rendit incapable de mener à bien la révolution industrielle, en dépit d'une abondance relative en capital et de salaires relativement élevés en Hollande, Le capital hollandais participa plutôt au financement de la révolution industrielle en Angleterre.

4. La tradition politique spécifique de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et de la classe ouvrière de chaque pays, dont les racines peuvent remonter au moins à mille ans en arrière. La faiblesse relative du pouvoir central dans le féodalisme européen occidental a conduit à une rapide autonomie relative des villes, et donc à une longue tradition historique de politique de classe et de conscience de classe des bourgeoisies Belge, Hollandaise, Anglaise, Française, tout à fait différentes de celles, par exemple, des bourgeoisies Prussienne, Autrichienne, Polonaise, Espagnole, pour ne pas parler des bourgeoisies Turque, Russe, ou Chinoise. Cette différence de tradition historique s'exprima tout au long de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle sous la forme de capacités tout à fait différentes à manœuvrer vis-à-vis de la classe ouvrière, ce qui conduisit même à des différences de niveaux de salaires sans rapport avec les différences fondamentales de puissance industrielle et/ou financière des diverses bourgeoisies.

5. La différence dans la tradition révolutionnaire moderne, étroitement liée à la date et aux formes spécifiques des révolutions bourgeoises, et leur impact sur les traditions du mouvement ouvrier. Le fait frappant que le développement du mouvement ouvrier américain ait été si différent de celui du mouvement européen occidental, est au moins influencé par ce facteur « exogène », ce qui a eu de profondes répercussions sur l'économie américaine tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. De même, la tradition de la Révolution française a eu un impact bien plus grand sur le mouvement ouvrier français (et sur la politique française en général) que n'importe quelle tradition révolutionnaire en Allemagne. Cette situation a profondément influencé la marche du capitalisme allemand au XX<sup>e</sup> siècle, et l'économie allemande, spécialement en 1918-19 et en 1923, mais aussi en 1930-34 et après.

Plus généralement, Karl Marx (dans le livre III du *Capital*) a signalé cette influence décisive de la spécificité historique sur chaque formation socio-économique concrète, une proposition qui, selon lui, ne s'applique pas seulement au mode de production capitaliste mais à tous les modes de production :

« Cette forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs, détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique, issue directement des rapports de production et en même temps la base de sa forme politique spécifique. C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. *Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider* [mes italiques]<sup>1</sup> »

### ***Désynchronisation du cycle de la lutte des classes et du cycle économique***

La proposition (7) souligne l'importance de la lutte des classes sur le niveau des salaires et par conséquent sur le niveau des profits. Ce n'est pas le seul déterminant et pas même le déterminant le plus important des salaires, comme le supposent à tort les partisans néo-ricardiens de la théorie de « l'étranglement des profits » *{profit squeeze}*, ainsi que la plupart des économistes libéraux. Mais c'est certainement l'un des déterminants des niveaux du salaire relatif des différents pays capitalistes industrialisés. Les économistes classiques et également néoclassiques ~ y compris Ricardo et même certains socialistes influencés par Ricardo, également parmi de soi-disant marxistes - supposaient que le niveau relatif de la lutte des classes et la façon dont elle pouvait influencer les salaires dépendaient en dernière analyse des forces du marché, c'est-à-dire fondamentalement du niveau de l'emploi et du chômage. Les stratégies économiques et sociales de M<sup>rs</sup> Thatcher et de M. Reagan furent déterminées pour une large part par cette conviction. Pourtant, l'expérience confirme ce que l'analyse théorique suggère : le niveau et l'intensité de la lutte des classes dans un pays donné à une période donnée sont beaucoup plus une fonction du militantisme relatif de la classe ouvrière en tant que résultat des effets des phases *antérieures* du cycle économique, qu'une simple fonction des niveaux d'emploi en vigueur. Il suffit par exemple de comparer, d'une part les courbes de grèves en Italie et, en Belgique entre 1978 et 1983 et celles de France et d'Angleterre d'autre part, pour s'apercevoir qu'il n'y a absolument pas de corrélation mécanique entre le niveau de la lutte des classes et le niveau du chômage. De même, si l'on compare la dynamique des salaires réels dans différents pays au cours de la dépression actuelle, on trouvera une bien plus grande corrélation avec les niveaux relatifs du militantisme des salariés qu'avec les niveaux relatifs du chômage. Cette constatation est encore renforcée si l'on fait entrer dans le tableau des pays comme la Suède ou le Japon. De même, il n'existe aucune corrélation mécanique entre le niveau du chômage et la baisse de la puissance syndicale. L'Angleterre nous en donne un exemple, si l'on compare les années les plus récentes avec la période 1930-39.

Une autre confirmation frappante du rôle du militantisme des travailleurs en tant que variable partiellement indépendante nous est donnée par l'histoire syndicale des États-Unis et son

---

<sup>1</sup> *Le Capital*, Livre III, tome III, Paris, Éditions sociales, 1974, p. 172.



impact sur le niveau des salaires (à la fois les salaires directs et - plus tard - les salaires indirects) à différentes périodes de son histoire. Il y eut une vague générale de militantisme des travailleurs dans les périodes 1890-1914 et 1934-46 aux États-Unis, liée à la fois à des niveaux croissants de syndicalisation, à d'importants progrès de l'activité politique de masse, et à des grèves massives. Le poids des « radicaux » à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé augmenta également sensiblement durant ces périodes. À l'inverse, dans la période 1914-24, et même bien plus depuis le vote de la Loi Taft-Hartley et la poussée du maccarthysme, il y eut une baisse significative de la syndicalisation, des grèves de masse, et de l'activité politique de masse. Il est impossible d'établir une quelconque corrélation directe entre, d'une part ces hauts et ces bas des luttes de classes, et d'autre part le cycle économique, ou « ondes longues », ou le niveau d'emploi/chômage.

La conclusion est évidente : il y a une désynchronisation certaine entre le cycle économique et le cycle de la lutte des classes. Le niveau du militantisme de classe des travailleurs à un moment donné est bien plus une fonction de ce qui s'est passé durant les quinze à vingt dernières années dans la lutte des classes que de la situation économique *hic et nunc* (incluant le degré de chômage). Bien sûr, un niveau élevé de syndicalisation sera à *long terme* rogné par le chômage structurel de masse durable.

De même, le quasi plein emploi sur plusieurs décennies renforcera certainement les travailleurs *vis-à-vis* des employeurs sur le marché du travail. De telles modifications dans le rapport de forces entre le capital et le travail auront également un impact certain sur\* le militantisme des travailleurs. Mais la nature précise de cet impact, ses manifestations, la durée nécessaire conduisant à une modification radicale (augmentation ou baisse) du militantisme des travailleurs, les rythmes de « radicalisation » des employeurs, ou des travailleurs ou des deux à la fois, dépendront aussi d'un grand nombre d'autres circonstances, et doivent donc être considérés au moins partiellement comme « exogènes » au processus économique actuel lui-même. Ce qui est vrai pour la lutte des classes en général l'est d'autant plus pour la lutte des classes sous sa forme la plus élevée, c'est-à-dire les révolutions et les contre-révolutions. Si l'on étudie la courbe des révolutions et contre-révolutions en Europe au XX<sup>e</sup> siècle (en laissant de côté le problème des révolutions et des contre-révolutions dans les soi-disant pays du Tiers-Monde), on sera bien incapable d'établir une quelconque corrélation avec les hauts et les bas du cycle économique ou de l'état général de l'économie. La conclusion de Marx dans les années 1850 qu'une nouvelle révolution ne pourrait se produire qu'en relation avec de nouvelles crises économiques n'est certainement pas vraie pour l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle. Les grandes dates qui viennent à l'esprit - 1905 en Russie ; 1917 en Russie ; 1918-19 en Allemagne, en Autriche et en Hongrie ; 1920 en Italie ; 1923 en Allemagne ; 1936 en France et en Espagne ; 1946-48 en France et en Italie ; 1956 en Hongrie ; 1968- 69 en France et en Italie r 1974-75 au Portugal ; 1980-81 en Pologne - n'ont absolument aucun dénominateur commun du point de vue de la conjoncture économique. Pour comprendre pourquoi elles ont eu lieu on doit prendre en considération la totalité des circonstances économiques, sociales, politiques, militaires, des cinq à dix années précédentes (au moins), ainsi que beaucoup d'autres causes structurelles-historiques.

Mais le résultat de ces révolutions - victoire globale, défaite globale, victoire partielle, défaite partielle - aura un profond impact sur le développement économique dans les années suivantes. On doit donc le considérer au moins comme une variable partiellement autonome de la logique interne proprement dite du capitalisme.

Une remarque similaire devrait s'appliquer aux victoires incontestables de la contre-révolution. Pour donner l'exemple le plus frappant : la victoire du fascisme en Allemagne, qui a nettement influencé la marche de l'économie capitaliste allemande, non seulement dans la

période 1933-45, mais jusqu'aux années soixante (entre autres choses, grâce à un net revirement à la hausse du taux de plus-value, rendant possible un fort accroissement du taux d'accumulation du capital), ne peut en aucune manière être expliquée comme un résultat mécanique de la situation économique, ou du rapport de forces entre le capital et le travail sur le marché du travail entre 1930 et 1933.

Ce rapport de forces s'était certainement détérioré aux dépens du travail, tandis que la gravité de la crise économique pour le capitalisme allemand rendit difficile le maintien du cadre bourgeois-démocratique avec des syndicats libres. Mais il ne s'ensuit pas que la victoire d'Hitler fut inévitable, déterminée par la logique de, l'économie capitaliste. Cette victoire dépendit de changements à court terme dans le rapport de forces politique et social, où les niveaux de mobilisation de masse, les politiques de la social-démocratie, du Parti communiste et des syndicats, leur analyse de la situation et des perspectives, leur compréhension (ou manque de compréhension) de la nature du Parti nazi et des dynamiques d'un gouvernement nazi, furent bien plus importants que le niveau des salaires et des profits ou bien le nombre de chômeurs.

Hitler aurait pu être arrêté, non pas d'abord par une réduction du nombre de chômeurs de 500 000 ou d'un million, mais par la mobilisation de millions de travailleurs dans les rues. Objectivement, c'était possible. Si cela ne s'est pas produit ce fut pour des raisons politiques et non pas économiques. Ce fait historique - avec la victoire de la Révolution russe en 1917, la défaite de la Révolution allemande en 1918-19, la défaite de la Révolution espagnole en 1936-37 - est peut-être le meilleur exemple de l'impact sur l'économie mondiale et sur l'histoire mondiale, au moins à un moment donné, de forces indépendantes de la « logique interne » de l'économie capitaliste en soi et pour soi.

### ***Le rôle de la science et de la technologie***

Le cycle de révolution technologique est pour une large part corrélé aux « ondes longues du développement capitaliste ». Généralement, dans une « onde longue dépressive », la pression visant à augmenter le rythme de l'innovation technologique est évidente. Nous assistons en ce moment partout dans le monde à de telles pressions multiples. Simultanément, au cours d'une telle « onde longue dépressive », les forces s'opposant à l'implantation *massive* des innovations technologiques, et spécialement à la généralisation à toute l'économie mondiale, sont cependant irrésistibles. Lorsque le niveau général des profits est assez bas, et qu'il existe une surcapacité considérable, les incitations à un accroissement très fort du niveau de l'investissement productif sont limitées.

D'un autre côté, durant les « ondes longues expansives », les conditions favorisent « l'extension », la vulgarisation, l'application massive, et la généralisation de l'innovation technologique. C'est ce qui s'est passé avec l'électricité dans la période 1893-1913 et avec la motorisation et la semi-automatisation dans la période 1940(48)-70.

Cependant, si cette corrélation est évidente, et si les effets de «*feed-back* » entre l'innovation technologique, l'augmentation du taux de profit moyen, l'augmentation de l'accumulation du capital, l'expansion du marché, l'innovation technologique débouchant sur une importante révolution technique, peuvent être facilement soulignés, une variable partiellement autonome reste encore en équation. La nature *précise* d'une ou plusieurs innovations technologiques-clé, et leur dépendance envers une ou plusieurs découvertes scientifiques-clé, ne peuvent être considérées comme un produit direct du cycle économique, ou des « ondes longues du développement capitaliste », ou de n'importe quelle logique économique en soi et pour soi.

Tout au plus pourrait-on affirmer ici qu'un certain climat économique (ainsi qu'un certain climat politico-culturel, d'une manière ou d'une autre corrélé à lui) soit favorise, soit entrave la recherche fondamentale, l'accroissement du nombre de scientifiques, leurs échanges intellectuels, l'équipement des laboratoires de recherche, et ainsi de suite, lesquels sont liés d'une manière ou d'une autre aux besoins et aux possibilités économiques. Mais même cette corrélation limitée est plus complexe qu'elle n'apparaît à première vue.

La domination nazie en Allemagne entrava certainement la libre recherche et le libre débat scientifique, causant de ce fait un retard croissant dans l'innovation technologique de ce pays : l'émigration massive de spécialistes scientifiques allemands de premier rang augmenta le rythme de la recherche scientifique et des découvertes aux États-Unis et en Angleterre, Mais, d'un autre côté, la recherche d'État limitée et pragmatique orientée vers l'économie de guerre dans l'Allemagne nazie, avec ses priorités impitoyables, permit à la science et à la technologie allemandes de faire des avancées significatives, l'avion à réaction et les fusées en étant des exemples remarquables.

Quoi qu'il en soit, le caractère spécifique de la découverte scientifique et de l'innovation technologique initiale en soi et pour soi le rend au moins partiellement indépendant de la logique purement économique, et au moins partiellement dépendant de la logique interne du développement d'une science donnée (que l'on accepte ou non la théorie de Thomas Kuhn à propos de la nature des révolutions scientifiques). Dans une situation économique donnée, dans un retournement donné des « ondes longues », un grand nombre de découvertes scientifiques déjà appliquées peuvent être disponibles, et de nombreuses innovations technologiques déjà expérimentées. Mais aucune d'entre elles ne se prête à une généralisation à toute l'économie. Aucune d'elles ne conduit à de véritables *révolutions* technologiques, capables de rapporter sur de nombreuses années des rentes technologiques (surprofits) approchant les milliards de dollars. Pour que de telles révolutions aient lieu, des découvertes et des innovations précises sont indispensables. Et elles dépendent en partie au moins de facteurs exogènes à l'économie proprement dite.

### ***Changements qualitatifs dans la domination du marché mondial***

La concurrence capitaliste conduit à la concurrence entre des États-Nations bourgeois, ce qui conduit à la concurrence impérialiste (ainsi qu'à la concurrence entre les bourgeoisies impérialistes et dépendantes). Le marché mondial est structuré par ces États, chacun d'eux avec un impact donné sur la division internationale du travail, le commerce mondial, le financement des industries et de l'infrastructure dans les autres pays, etc. Ces conflits compétitifs ne sont pas purement économiques. Les États interviennent par l'imposition, les subventions, les systèmes douaniers, les manipulations des cours de devises, les restrictions commerciales, la pression politique, la corruption, les alliances militaro-économiques et les guerres ouvertes, - afin de modifier le rapport de force économique à leur avantage. Les résultats de ces guerres influencent à leur tour profondément la marche de l'économie capitaliste internationale pendant des années et même des décennies, et produisent des brusques changements dans le rythme, l'orientation, et la structure de l'accumulation du capital.

De plus, le « poids de la variable politico-militaire sur le marché mondial » n'est que partiellement indépendant du rapport de force « purement » économique des différentes fractions « nationales » de la classe capitaliste internationale. A long terme, aucune puissance inférieure aux autres du point de vue de la productivité industrielle du travail ou du point de

vue du capital globalement accumulé ne peut maintenir une position d'hégémonie politico-militaire sur le marché mondial et dans la politique mondiale. Mais pour des périodes données, un tel décalage entre le pouvoir politico-militaire d'une part, et le pouvoir économique d'autre part, peut exister et a existé. La suprématie navale et politique de l'Angleterre dans la période 1900-20 ne correspondit plus à une hégémonie industrielle ou même financière. L'hégémonie militaire et politique de la France sur le continent européen dans la période 1920-35 jurait de même par rapport à sa puissance industrielle et financière. Le même exemple s'applique à l'hégémonie militaire japonaise dans l'Asie du Sud et de l'Est en 1941-45, Et il y eut depuis le milieu des années soixante un décalage sans cesse grandissant entre d'un côté le poids décisif des Etats-Unis dans la politique mondiale et dans le domaine militaire, et de l'autre son déclin relatif en tant que puissance technologiquement et industriellement hégémonique parmi les États impérialistes.

Ce décalage temporaire transforme des situations d'hégémonie sur le marché mondial dans le domaine de la politique mondiale (généralement liées à l'hégémonie militaire), en variables partiellement indépendantes de l'économie mondiale. Car l'impact de telles hégémonies sur la marche générale de l'économie capitaliste est évident. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer le fait que le papier-monnaie de la puissance hégémonique arrive à jouer le rôle de monnaie de réserve pour la totalité de l'économie capitaliste, et à servir de substitut ou au moins de relais partiel pour l'or, en tant que moteur indispensable à l'expansion de l'économie mondiale.

Généralement, de telles positions hégémoniques sur le marché mondial et dans la politique mondiale sont au moins partiellement le résultat *des guerres antérieures* (il y a peu d'exemples dans l'histoire mondiale de changements radicaux dans le rapport de forces international qui ne soient pas le résultat des guerres. Nous assistons peut-être en ce moment, pour la première fois depuis des siècles, à cet exemple raie de changement du rapport de forces entre les États-Unis, l'Europe Occidentale, et le Japon), L'hégémonie britannique au XIX<sup>e</sup> siècle fut un produit des guerres napoléoniennes. Elle fut finalement renversée par la Première Guerre mondiale. L'émergence des États-Unis comme puissance hégémonique du monde capitaliste fut un résultat évident de la Seconde Guerre mondiale.

Ces changements sont clairement reliés aux changements antérieurs dans le rapport de force économique. Mais à partir du moment où ils se sont produits, ils tendent à se figer sur de très longues périodes, de même qu'ils sont soutenus institutionnellement, spécialement grâce aux forces armées, aux niveaux supérieurs à la moyenne des dépenses militaires, aux régulations monétaires internationales qui autorisent ces dépenses, aux alliances diplomatiques qui les étendent au cours du temps. La rigidité relative de ces institutions rend difficile leur bouleversement d'une manière purement graduelle. De nouveaux changements radicaux nécessitent de violents bouleversements, à savoir des révolutions, des contre-révolutions et des guerres.

L'impact de ces conditions de domination et/ou de subordination dans le domaine de la politique mondiale sur le développement économique des nations, et dans la totalité du monde, se prolonge bien au-delà de ces facteurs « institutionnels ». Le problème de l'impérialisme et du sous-développement du Tiers- Monde doit, au moins partiellement, être étudié sous cet aspect. Afin d'éviter de banales répétitions, nous ne développerons pas ces aspects évidents de l'histoire mondiale des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

## ***La valeur de l'or***

Nous avons déjà indiqué que la capacité d'une puissance capitaliste hégémonique donnée à voir sa monnaie-papier nationale utilisée comme « monnaie mondiale » (un substitut de l'or) ne dépend pas exclusivement de la solidité financière et de l'avance industrielle de cette puissance (bien qu'elle ne puisse survivre à long terme en dehors de ces conditions). Mais l'existence de l'or, ou « monnaie mondiale », indépendante de toutes les manipulations « partisans » par un secteur particulier de la classe capitaliste internationale, est indispensable à une expansion régulière du marché mondial, et de l'économie capitaliste internationale. De là l'importance-clé de la valeur de l'or pour la dynamique de cette économie. Nous disons *valeur* de l'or, et non quantité d'or extraite chaque année. Les études empiriques ont confirmé la justesse de la théorie de Marx sur le fait que tout l'or couramment extrait et historiquement accumulé ne nécessite en aucune façon d'entrer ou de rester en circulation. Il peut toujours être « stérilisé » dans les stocks de la banque centrale ou dans les fonds privés. Les hauts et les bas du cycle commercial déterminent les hauts et les bas de la circulation de l'or (les monnaies d'or, les monnaies-papier basées sur l'or), et non l'inverse. Il s'ensuit que la production aurifère est généralement contra-cyclique au cycle économique, phénomène que l'économie sud-africaine est justement en train de subir en ce moment à ses dépens.

Pourtant, ce qui est vrai pour la quantité de l'or annuellement produite et son « prix » courant (plus correctement : la quantité d'or que représente en fait une unité des monnaies-papier dominantes) n'est pas vrai du tout pour la valeur de l'or chaque fois que cette valeur est *radicalement* modifiée. Chacune des grandes révolutions dans la production aurifère - celle du XVI<sup>e</sup> siècle, celles consécutives à la découverte des mines d'or californiennes, et à la découverte des riches gisements du Rand de l'Afrique du Sud - signifia une brusque baisse de la valeur de l'or, c'est-à-dire de la quantité de travail (le temps) nécessaire pour produire une once d'or. Cela signifia un accroissement excessif du niveau général des prix de toutes les autres marchandises, aussi longtemps que l'accroissement soudain de la productivité du travail dans l'extraction d'or ne fut pas neutralisé par un accroissement équivalent de la productivité du travail dans l'industrie et l'agriculture. Un accroissement général du niveau des prix, associé à d'importants surprofits retirés de l'extraction d'or elle-même, favorise un long essor dans toute l'économie capitaliste internationale, comme celui qui s'est produit après 1848 et après 1893.

De plus, tandis qu'un climat favorable à des recherches effrénées de nouvelles mines d'or dans le monde dépend certainement de conditions économiques actuelles (ou peut être gêné par une phase donnée des « ondes longues » ou du cycle économique), la découverte réelle d'un grand filon aurifère dépend de plusieurs facteurs accidentels. C'est par conséquent au moins une variable partiellement indépendante de la marche de l'économie mondiale. Si un nouveau filon aurifère était, par exemple, découvert aujourd'hui au Brésil (de l'étendue, disons, des mines d'or sud-africaines), cela aiderait certainement le capitalisme international à surmonter l'actuelle crise d'endettement et à surmonter la longue dépression des années 1970 et 1980. Si l'on ne découvre pas ce nouveau filon aurifère, ce sera un obstacle de plus pour surmonter la dépression.

Des changements radicaux dans la valeur de l'or ne sont pas nécessairement limités aux accroissements de la productivité du travail dans l'extraction aurifère. Ils peuvent également prendre la forme de brusques accroissements durables des coûts de production d'une once d'or, soit du fait de l'utilisation de moins en moins nécessaire de mines productives pour maintenir un minimum de production annuelle, soit du fait d'un brusque accroissement des salaires moyens des mineurs avant que la mécanisation ne puisse considérablement réduire le

poids relatif des salaires dans les coûts de production totaux.

De ce point de vue, la stabilité relative du régime *d'apartheid* en Afrique du Sud, ou la capacité relative de la classe ouvrière noire sud-africaine à imposer la syndicalisation et des salaires proches des salaires des travailleurs blancs dans les mines sud-africaines, ont un impact important sur le niveau général des prix partout dans le monde, et donc un impact important sur l'économie mondiale dans sa totalité. Ceci explique pourquoi, malgré toutes les dénégations hypocrites, la classe bourgeoise internationale a tout intérêt à maintenir\* l'apartheid, intérêt qui dépasse de loin les profits immédiats que les investissements produisent annuellement pour la bourgeoisie dans *Anglo-American* ou *De Beers*.

De plus, les hasards des découvertes d'importantes nouvelles mines d'or sur notre planète (et, qui sait ?, au fin fond des océans ? dans l'espace ?), aussi bien que les changements dans les institutions et le rapport de forces social à l'intérieur de la société sud-africaine, sont des variables au moins partiellement autonomes du développement économique mondial, bien que leurs connexions avec la logique interne du mode de production capitaliste soient multiples.

### **Conclusion**

Nous avons essayé de montrer les effets de certains facteurs exogènes, en tant que variables partiellement indépendantes, sur le développement de l'économie capitaliste. Nous avons essayé d'éviter les pièges de l'éclectisme résultant d'une simple juxtaposition de la « logique endogène » et des « forces exogènes ». Généralement, la conclusion est que la première s'affirme d'une façon décisive à long terme (certainement au niveau de tendances « séculaires »), tandis que les secondes ont un poids important à court et à moyen termes.

Il est utile de considérer cette interaction - et son résultat global - à la lumière de l'aspect décisif du développement capitaliste : le poids du *trend séculaire* de « l'armée de réserve du travail » (aussi distinct de ses fluctuations que d'une fonction du cycle économique) sur le niveau général des salaires, et, partant, sur le rythme d'accumulation du capital. Ici, l'impact des forces « exogènes » et leur neutralisation progressive à travers la logique interne du capitalisme, sont très fortement mis au premier plan.

Quand le taux de croissance démographique, plus le taux de baisse de l'emploi dans la production de petites marchandises, distanceront le taux d'accumulation du capital, il y aura une augmentation séculaire du chômage, et en conséquence une tendance séculaire à la stagnation des salaires réels même avec une industrialisation croissante. Ce fut la situation de l'Europe Occidentale en 1770-1870, de l'Europe orientale en 1870-1940, et du Tiers-Monde en 1900 (ou plus tôt)-1960. Selon que cette situation conduit ou non à un accès qualitativement croissant aux marchés étrangers, elle peut se renverser (comme ce fut le cas en Europe occidentale) ou non (comme c'est le cas, par exemple, jusqu'à ce jour en Inde). Le premier mouvement sera incontestablement aidé par Immigration massive d'un surplus de main-d'œuvre. Un facteur décisif dans la stagnation des salaires en Inde est l'impossibilité d'une telle émigration d'une fraction substantielle de « l'armée de réserve du travail ».

Mais l'émigration massive de la main d'œuvre nécessite des réserves massives de capital libre et/ou disponible qui puissent être un facteur d'attraction ; c'est la logique inévitable du capitalisme. Les États-Unis après la guerre de Sécession, et l'Arabie après 1973, en sont des exemples (comme le fut l'Europe occidentale après 1960). Cela signifie également que la faible population des États-Unis au XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles détermina dès le départ un haut niveau de salaires ce qui empêcha ce pays d'être le centre de l'industrie capitaliste mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle, en dépit de son énorme richesse minérale. C'est seulement après 1870-80, après la disparition de la Frontière, c'est-à-dire la terre libre, qu'il commença à

affirmer cette suprématie.

La logique capitaliste finit par s'affirmer comme une logique d'extraction de la plus-value ; mais seulement après un certain temps et après la neutralisation des impacts de plusieurs facteurs « exogènes ». La corrélation entre la répartition des masses de « terre libre », « d'excès de capital » et « d'excès de travail » partout dans le monde - dans différentes aires géographiques spécifiques - ne fut pas *prédéterminée* par la logique interne du capital. Elle devint subordonnée à cette logique au bout d'un certain temps - et dans différents laps de temps dans chaque aire géographique. En d'autres termes, *l'inégalité* du développement capitaliste a eu *a la fois* des origines précapitalistes et capitalistes, indissolublement combinées et intriquées.